COMMUNIQUE DE PRESSE M-NAC-2(2000)121

**Pour diffusion immédiate
14 décembre 2000**

**RAPPORT SUR
LES OPTIONS POUR LES MESURES DE CONFIANCE
ET DE SECURITE (MDCS),
LA VERIFICATION, LA NON-PROLIFERATION,
LA MAITRISE DES ARMEMENTS ET LE DESARMEMENT**

Décembre 2000

Sommaire

1.	INTRODUCTION	2
2.	DÉVELOPPEMENTS INTERVENUS AU COURS DE LA DERNIÈRE DÉCENNIE EN CE QUI CONCERNE LES ARMES NUCLÉAIRES, CHIMIQUES ET BIOLOGIQUES	3
2.1.	<i>RISQUES PRÉSENTÉS PAR LES ARMES DE DESTRUCTION MASSIVE.....</i>	<i>3</i>
2.2.	<i>ARMES NUCLÉAIRES.....</i>	<i>4</i>
2.3.	<i>ARMES BIOLOGIQUES ET CHIMIQUES</i>	<i>11</i>
2.4.	<i>MISSILES ET AUTRES VECTEURS.....</i>	<i>13</i>
3.	DÉVELOPPEMENTS INTERVENUS AU COURS DE LA DERNIÈRE DÉCENNIE EN CE QUI CONCERNE LA MAÎTRISE DES ARMEMENTS ET LE DÉSARMEMENT DANS LE DOMAINE CONVENTIONNEL	14
3.1.	<i>ADAPTATION DU TRAITÉ FCE</i>	<i>14</i>
3.2.	<i>DOCUMENT DE VIENNE.....</i>	<i>15</i>
3.3.	<i>CIEL OUVERT</i>	<i>15</i>
3.4.	<i>ARMES LÉGÈRES ET DE PETIT CALIBRE.....</i>	<i>15</i>
3.5.	<i>MINES ANTIPERSONNEL.....</i>	<i>16</i>
4.	POLITIQUE ALLIÉE DE SOUTIEN À LA MAÎTRISE DES ARMEMENTS, AU DÉSARMEMENT ET À LA NON-PROLIFÉRATION	17
4.1.	<i>CONTRIBUTION DE LA MAÎTRISE DES ARMEMENTS, DU DÉSARMEMENT ET DE LA NON-PROLIFÉRATION À LA SÉCURITÉ DE L'ALLIANCE</i>	<i>17</i>
4.2.	<i>SOUTIEN DES ALLIÉS À LA MAÎTRISE DES ARMEMENTS, AU DÉSARMEMENT ET À LA NON-PROLIFÉRATION DEPUIS 1990.....</i>	<i>19</i>
5.	LE RÔLE FUTUR DE L'OTAN : OPTIONS POUR LES MDCS, LA VÉRIFICATION, LA NON-PROLIFÉRATION, LA MAÎTRISE DES ARMEMENTS ET LE DÉSARMEMENT	23
5.1.	<i>POLITIQUE NUCLÉAIRE.....</i>	<i>23</i>
5.2.	<i>SOUTIEN DES MEMBRES DE L'ALLIANCE AU TRAITÉ SUR LA NON-PROLIFÉRATION</i>	<i>30</i>
5.3.	<i>QUESTIONS DE MAÎTRISE DES ARMEMENTS LIÉES À L'ESPACE EXTRA-ATMOSPHÉRIQUE.....</i>	<i>33</i>
5.4.	<i>RENFORCEMENT DE LA CONFIANCE PAR DES CONSULTATIONS AVEC LES PARTENAIRES ET LES PAYS PARTICIPANT AU DIALOGUE.....</i>	<i>33</i>
5.5.	<i>INFORMATIONS SUR LES ACTIVITÉS D'AUTRES ORGANISMES INTERNATIONAUX ENGAGÉS DANS DES ACTIVITÉS LIÉES À LA NON-PROLIFÉRATION.....</i>	<i>35</i>
5.6.	<i>MAÎTRISE DES ARMEMENTS CONVENTIONNELS.....</i>	<i>35</i>
5.7.	<i>CONTRIBUTION DE L'OTAN ET DU CPEA DANS LE DOMAINE DES ARMES LÉGÈRES ET DE PETIT CALIBRE.....</i>	<i>37</i>
5.8.	<i>L'OTAN ET LES MINES ANTIPERSONNEL.....</i>	<i>37</i>
6.	ABRÉVIATIONS	39

1. Introduction

1. La politique de soutien de l'OTAN à la maîtrise des armements, au désarmement et à la non-prolifération continuera de jouer un rôle majeur dans la réalisation des objectifs de sécurité de l'Alliance. L'OTAN a pris de longue date un engagement dans ce domaine et elle continue de veiller à ce que ses objectifs en matière de défense, de maîtrise des armements, de désarmement et de non-prolifération restent en harmonie.

2. A leur Sommet de Washington, en avril 1999, les Alliés ont décidé d'amplifier les efforts de l'Alliance contre les armes de destruction massive et leurs vecteurs. L'Initiative sur les ADM a marqué le départ d'un dialogue plus intense et plus structuré sur les questions liées aux ADM. Le but principal de l'Alliance et de ses membres dans le domaine de la non-prolifération consiste à prévenir la prolifération ou, si elle se produit, à en inverser le cours par des moyens diplomatiques.

3. Comme indiqué dans le Concept stratégique de 1999, l'Alliance est résolue à contribuer activement à l'élaboration d'accords sur la maîtrise des armements, le désarmement et la non-prolifération, ainsi que de mesures de confiance et de sécurité (MDCS). Les Alliés accordent beaucoup d'importance au rôle spécifique qu'ils jouent pour favoriser un processus international de maîtrise des armements et de désarmement plus large, plus complet et plus vérifiable. Ils considèrent l'instauration de la confiance, la maîtrise des armements, le désarmement et la non-prolifération comme des éléments importants de la prévention des conflits. Les programmes de partenariat, de coopération et de dialogue de l'OTAN offrent une occasion unique de promouvoir ces objectifs. Dans ce contexte, les engagements pris de longue date par l'Alliance et les activités qu'elle mène actuellement dans le domaine de la maîtrise des armements, du désarmement et de la non-prolifération constituent en soi des contributions tangibles à l'objectif global, qui est de mettre en place des MDCS significatives et une approche coopérative de la sécurité internationale.

4. Au Sommet de Washington, les Alliés sont convenus d'étudier des options en matière de MDCS, de vérification, de non-prolifération et de maîtrise des armements et de désarmement, à la lumière des développements stratégiques globaux et de la réduction du rôle des armes nucléaires. Depuis lors, les organes de l'OTAN responsables ont procédé à une évaluation approfondie et détaillée des développements globaux, ils ont dressé un bilan des travaux menés par les Alliés dans ces domaines et ont étudié un certain nombre d'options pour l'avenir.

2. Développements intervenus au cours de la dernière décennie en ce qui concerne les armes nucléaires, chimiques et biologiques

2.1. Risques présentés par les armes de destruction massive

5. La prolifération des armes nucléaires, biologiques et chimiques (NBC) et de leurs vecteurs est un grave sujet de préoccupation pour les pays de l'Alliance. Malgré des progrès bienvenus dans le renforcement des régimes internationaux de non-prolifération, il subsiste des défis majeurs en ce qui concerne la prolifération. L'Alliance a conscience qu'une prolifération peut se produire malgré les efforts déployés pour la prévenir et qu'elle peut représenter une menace militaire directe pour les populations, le territoire et les forces des pays alliés.

6. Des Etats, situés notamment à la périphérie de la zone de l'OTAN et dans d'autres régions, vendent ou acquièrent ou essaient d'acquérir des armes NBC et leurs vecteurs. Des acteurs autres que des Etats ont montré qu'ils ont le potentiel leur permettant de créer et d'utiliser certaines de ces armes.

7. Au cours des dix dernières années, l'OTAN a considérablement réduit ses forces nucléaires. Toutefois, l'existence de puissantes forces nucléaires à l'extérieur de l'Alliance constitue un facteur important dont celle-ci doit tenir compte pour maintenir la sécurité et la stabilité dans la région euro-atlantique. La Russie conserve un grand nombre d'armes nucléaires de tous types. La Chine a continué de moderniser ses forces nucléaires au cours de la dernière décennie. En outre, en 1998, l'Inde et le Pakistan ont tous deux procédé à des essais nucléaires qui ont constitué de graves atteintes au régime de non-prolifération nucléaire et accru les dangers de conflit régional.

2.2. Armes nucléaires

2.2.1. Développements bilatéraux et nationaux

2.2.2.1. Etats-Unis - Russie

8. Les Etats-Unis et la Russie sont engagés dans un important processus bilatéral de maîtrise des armements visant à réduire de façon significative leurs arsenaux nucléaires stratégiques.

9. Le Traité START I, qui est entré en vigueur en 1994, était le premier traité à réduire effectivement les arsenaux offensifs stratégiques. Une fois pleinement mis en œuvre, il aura ramené de bien plus de 10.000 à 6.000 le nombre des armes stratégiques déployées respectivement par les Etats-Unis et la Russie. Depuis 1988, les Etats-Unis ont démantelé plus de 13.300 charges et bombes nucléaires, éliminé plus d'une douzaine de types de charges nucléaires et réduit l'ensemble des charges nucléaires de 59% - soit 80% de leur arsenal nucléaire non stratégique et 47% de leur arsenal stratégique. A ce jour, ils ont détruit plus de 900 vecteurs stratégiques. En vertu du Traité START, ces vecteurs emportaient 4.400 charges. Ce sont au total 478 ICBM, 368 SLBM et 67 bombardiers lourds qui ont ainsi été supprimés. De plus, environ 234 vecteurs ont été désactivés et sont promis à la destruction d'ici au 5 décembre 2001, date limite fixée par le Traité pour les réductions. Les Etats-Unis et les républiques de l'ex-Union soviétique devraient normalement mener à bien toutes les réductions imposées par le Traité pour la date limite du 5 décembre 2001.

10. Le Traité START II a été signé en 1993 et ratifié par les Etats-Unis en 1996 et par la Russie en 2000. Cependant, son entrée en vigueur ne pourra avoir lieu que lorsque les Etats-Unis en auront ratifié le Protocole de 1997, qui porte de 2003 à 2007 la date limite de mise en œuvre du Traité et que certaines autres conditions liées à la ratification par la Russie auront été remplies. Le Traité START II exploite l'acquis du Traité START I, réduisant encore le nombre des armes stratégiques des deux pays, qui se situe ainsi entre 3.000 et 3.500, et éliminant tous les missiles balistiques intercontinentaux porteurs de charges multiples. Lorsque START II aura été mis en œuvre, les Etats-Unis auront réduit de deux tiers leurs forces nucléaires stratégiques par rapport aux niveaux maximums enregistrés pendant la guerre froide.

11. Les bombardiers stratégiques américains vecteurs d'armes nucléaires ne sont plus en état d'alerte et les forces nucléaires stratégiques américaines ne sont plus dirigées en permanence contre tel ou tel pays. Les forces terrestres et les navires de surface des Etats-Unis ne disposent plus d'une capacité nucléaire et les missiles nucléaires de croisière à lanceur naval ne sont plus déployés sur quelque navire que ce soit. Aucun tir d'essai d'arme nucléaire n'a été effectué depuis septembre 1992 et les Etats-Unis ont mis fin à la production de matières fissiles destinées aux armes nucléaires. Les Etats-Unis ont retirés définitivement environ 226 tonnes d'uranium hautement enrichi et de plutonium de leur arsenal nucléaire et prennent actuellement des mesures pour veiller à ce que l'on ne

puisse plus jamais les utiliser pour la fabrication d'armes. Ces matières seront mises dès que possible à la disposition de l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA) en vue de vérifications. Les Etats-Unis vont également tenter de trouver des quantités supplémentaires de matières fissiles qui pourraient être définitivement retirées de programmes d'armement. De plus, les Etats-Unis ont alloué plus de USD 5 milliards à la Russie, à l'Ukraine et au Kazakhstan depuis 1992 pour faciliter le désarmement et la non-prolifération nucléaires.

12. En mars 1997 à Helsinki, les Présidents Clinton et Eltsine ont décidé d'entamer les négociations sur un traité START III qui, pour la première fois, inclurait des mesures concernant la transparence des arsenaux de charges nucléaires stratégiques et la destruction de ces charges. Une fois appliqué, le Traité START III se traduirait par une réduction du nombre des charges nucléaires stratégiques déployées par les Etats-Unis et par la Russie jusqu'à un plafond de 2.000-2500, soit une réduction d'environ 80% par rapport aux niveaux maximums enregistrés pendant la guerre froide.

13. Le Traité ABM sur la limitation des systèmes antimissiles balistiques, signé par les Etats-Unis et l'Union soviétique en 1972 et amendé en 1974, permet à chaque partie de posséder un système ABM avec 100 lanceurs ABM et 100 missiles ABM déployés en un seul endroit de son territoire. La Russie dispose actuellement dans les environs de Moscou d'un système ABM opérationnel doté de charges nucléaires; les Etats-Unis ont désactivé leur système ABM vers le milieu des années 70 et n'ont pas actuellement de système ABM opérationnel. Après la dissolution de l'Union soviétique, les Etats-Unis ont entamé, en 1993, des négociations sur la question de la succession posée par le Traité ABM et sur la distinction entre les systèmes ABM et les systèmes de défense contre les missiles de théâtre (TMD). En septembre 1997, les Etats-Unis ont signé des accords avec la Russie, le Bélarus, le Kazakhstan et l'Ukraine prévoyant que ces quatre Etats assureraient la succession en ce qui concerne le Traité ABM, et précisant la démarcation entre les systèmes ABM, qui sont limités par le Traité, et les systèmes TMD, qui ne le sont pas en tant que tels. Ces accords ne sont pas encore entrés en vigueur.

14. A Cologne, en juin 1999, les Présidents des Etats-Unis et de la Russie ont souligné l'obligation qui leur est faite par l'article XIII du Traité ABM d'examiner les changements dans la situation stratégique qui auraient une incidence sur le Traité ABM ainsi que, le cas échéant, les propositions qui pourraient être élaborées afin d'accroître encore la viabilité de ce traité. Les Etats-Unis ont proposé d'apporter au Traité ABM les changements permettant le déploiement d'un système national de défense antimissile limité. Depuis août 1999, plusieurs séries de consultations américano-russes ont eu lieu au niveau élevé concernant aussi bien le Traité ABM que le Traité START III. Les Etats-Unis ont tenu les pays alliés informés de ces discussions.

15. Le Traité sur les forces nucléaires à portée intermédiaire (FNI) a été signé par les Etats-Unis et l'Union soviétique en décembre 1987 et est entré en vigueur en mai 1988. Il est d'une durée illimitée et prévoit l'élimination et l'interdiction permanente d'une classe entière de missiles balistiques américains et soviétiques à portée intermédiaire et à courte portée (de 500 à 5.500 kilomètres). Après la dislocation de l'Union soviétique, les douze Etats successeurs sont devenus parties au Traité, mais seuls quatre d'entre eux - le Bélarus, le Kazakhstan, la Fédération de Russie et l'Ukraine - participent avec les Etats-Unis au régime d'inspections FNI, qui prendra fin le 31 mai 2001.

16. A l'automne 1991, les Présidents Bush et Gorbatchev ont annoncé deux initiatives unilatérales de réduction des armements nucléaires. Le Président Bush s'est engagé, entre autres, à détruire tous les obus d'artillerie nucléaire et les charges des missiles à courte portée et à retirer toutes les armes nucléaires tactiques des navires, des sous-marins d'attaque et des appareils de l'aéronavale basés à terre. Répondant à l'Initiative nucléaire présidentielle des Etats-Unis, le Président Gorbatchev a annoncé que l'Union soviétique éliminerait toutes les munitions d'artillerie nucléaires, les charges nucléaires destinées aux missiles tactiques, ainsi que les mines nucléaires; retirerait toutes les armes nucléaires tactiques des navires de surface, des sous-marins polyvalents et des appareils de l'aéronavale basés à terre; éliminerait une partie des armes nucléaires tactiques navales et stockerait le reste dans des "dépôts centraux" et retirerait les charges nucléaires destinées aux missiles de défense aérienne, en éliminerait une partie et concentrerait le reste dans des "bases centrales". En janvier 1992, le Président Eltsine a réitéré et amplifié les engagements pris par M. Gorbatchev.

17. Le 6 septembre 2000, le Président Clinton et le Président Poutine sont convenus d'une Initiative de coopération en matière de stabilité stratégique qui servirait de base constructive pour renforcer la confiance entre les deux parties et pour la poursuite du développement de mesures agréées visant à renforcer la stabilité stratégique et à lutter contre la prolifération à l'échelle mondiale d'armes de destruction massive, de missiles et de technologies des missiles. Les Etats-Unis et la Russie ont éliminé les missiles à courte portée et à portée intermédiaire, comme l'exige le Traité FNI, et ont quasiment terminé les réductions dont le Traité START I prévoyait la fin pour décembre 2001. Ils entendent faire entrer en vigueur rapidement le Traité START I et son Protocole, les accords de 1997 sur les questions ABM et le Traité d'interdiction complète des essais nucléaires (CTBT), et œuvrer à la mise en application rapide de la déclaration conjointe d'Helsinki de 1997 sur les paramètres concernant les réductions futures de forces nucléaires (START III). Les Etats-Unis et la Russie sont également prêts à reprendre et à développer la coopération dans le domaine de la TMD.

18. Depuis 1995, les Etats-Unis ont signé les protocoles relatifs à la zone exempte d'armes nucléaires en Afrique et à la zone dénucléarisée dans le Pacifique Sud. En tenant également compte du Traité portant création d'une zone exempte d'armes nucléaires en Amérique Latine, le nombre d'Etats non dotés de l'arme nucléaire en droit de recevoir des garanties de sécurité négatives juridiquement contraignantes de la part des cinq Etats dotés de l'arme nucléaire atteint presque la centaine.

2.2.1.2. Réductions des forces nucléaires du Royaume-Uni

19. Au cours des dix dernières années, le Royaume-Uni a procédé à de nombreuses réductions importantes de ses forces nucléaires et a également pris d'autres mesures. Depuis 1992, il a abandonné le rôle nucléaire des missiles Lance et des pièces d'artillerie qui faisaient partie des armes nucléaires américaines régies par le système de la double clé. Il a achevé le démantèlement de ses armes nucléaires tactiques maritimes, de sorte que les bâtiments de surface de la Royal Navy n'ont plus la capacité de transporter ou de déployer des armes nucléaires. Il a retiré du service et démantelé la totalité de ses armes nucléaires à lanceur aérien et procède actuellement au démantèlement des charges nucléaires Chevaline équipant son ancienne flotte de sous-marins Polaris.

20. Par conséquent, le Trident est désormais le seul système d'arme nucléaire du Royaume-Uni. Dans son Etude de la défense stratégique de 1998, le Royaume-Uni a annoncé qu'il conserverait un arsenal limité à moins de 200 charges opérationnelles, soit une réduction de plus de 70% de son potentiel de dissuasion depuis la fin de la guerre froide. Un seul sous-marin Trident à la fois opérera en patrouille; il présentera un état de préparation réduit - généralement un "préavis de tir" mesuré en jours et non plus en minutes, comme ce fut le cas tout au long de la guerre froide - et emportera deux fois moins de charges que le maximum précédemment annoncé par le Royaume-Uni. Tous les missiles Trident du Royaume-Uni sont "dépointés" depuis mai 1994. Depuis 1995, le Royaume-Uni a signé et ratifié le Traité d'interdiction complète des essais nucléaires, signé les Protocoles du Traité de Pelindaba et ratifié les Protocoles du Traité de Raratonga.

21. Le Royaume-Uni a annoncé en 1995 qu'il avait cessé la production de matières fissiles destinées à des armes nucléaires. Le Royaume-Uni a également déclaré le volume total de ses stocks de matières fissiles, et placé les matières fissiles n'étant plus requises à des fins militaires sous un régime de garanties internationales; il a ouvert à l'inspection internationale toutes les installations d'enrichissement et de retraitement du pays et il a entamé une comptabilité historique nationale des matières fissiles produites. Le Royaume-Uni a lancé un programme visant à développer ses compétences en matière de vérification de la réduction et de l'élimination des armes nucléaires. Il a fourni 250 superconteneurs et 20 camions lourds pour aider au retour sur le territoire de la Fédération de Russie, dans des conditions de sûreté et de sécurité, de toutes les armes nucléaires de l'Union soviétique; il a également fourni une assistance aux Etats issus de l'ex-Union soviétique sur les plans de la sûreté, de la sécurité et de la comptabilité nucléaires.

22. Le Royaume-Uni a clairement indiqué que, lorsqu'il sera satisfait des progrès réalisés vers l'élimination générale des armes nucléaires, ses armes nucléaires seront incluses dans les négociations multilatérales.

2.2.1.3. Réductions des forces nucléaires de la France

23. Afin d'adapter le format de ses forces de dissuasion au nouvel environnement, la France a décidé d'interrompre le développement de plusieurs programmes et a réduit son arsenal nucléaire, ainsi que les crédits affectés au secteur du nucléaire militaire.
24. Les mesures ci-après ont été prises en 1991 et 1992 :
- abandon du programme de missile stratégique surface-surface S45, qui aurait dû remplacer les missiles S3D sur le Plateau d'Albion;
 - retrait anticipé des missiles surface-surface à courte portée Pluton;
 - retrait anticipé et démantèlement des bombes nucléaires AN 52 emportées par les avions Jaguar et Mirage III;
 - réduction, de 6 à 5, du nombre de SSBN en service, et allongement du calendrier de production des SSBN de nouvelle génération;
 - réduction, de 120 à 30 unités, du programme de missile surface-surface à courte portée Hadès, et décision de "mettre en cocon" ce système d'arme plutôt que de le déployer.
25. En 1996, le Président de la République a limité à 4, au lieu de 5 auparavant, le nombre de SSBN constituant la composante navale. Au sein de cette force, seuls trois SSBN sont maintenus en cycle opérationnel.
26. Les décisions prises en 1996 ont conduit au retrait des avions stratégiques Mirage IV des missions nucléaires. Seuls les avions Mirage 2000N et Super-Etendard ont conservé leur capacité d'emport de missiles nucléaires air-sol à moyenne portée (ASMP).
27. En 1996, le Président de la République annonçait le retrait du service de la composante surface-surface installée sur le Plateau d'Albion, la fermeture de ce site et le retrait définitif du système d'arme Hadès, suivi du démantèlement de ses missiles.
28. Le démantèlement des 18 missiles stratégiques S3D dotés de charges mégatonniques a été achevé en 1998, et celui des 30 missiles Hadès à courte portée en 1997. La France est aujourd'hui le seul Etat doté d'armes nucléaires à avoir totalement éliminé ses anciens systèmes d'arme nucléaire surface-surface déployés.
29. Les réductions effectuées en 1996 venaient s'ajouter à celles opérées en 1991 et 1992. La France a par conséquent substantiellement réduit le nombre de ses systèmes d'arme nucléaires depuis la fin de la guerre froide. Alors que six systèmes étaient déployés en 1990 (avions stratégiques Mirage IV, missiles à lanceur sous-marin, missiles stratégiques surface-surface du Plateau d'Albion, missiles surface-surface à courte portée, avions Jaguar et Mirage III dotés de bombes nucléaires air-sol, avions Mirage 2000N et Super-Etendard dotés de missiles air-sol à moyenne portée), deux seulement subsistent aujourd'hui (missiles balistiques à lanceur sous-marin et avions dotés de missiles air-sol).

30. Parallèlement, le nombre total de vecteurs a été réduit de plus de la moitié. De même, la part du budget de la défense allouée aux dépenses nucléaires a été réduite de 58% depuis 1990.

31. Après un moratoire unilatéral sur les essais nucléaires décidé en avril 1992 et une dernière série d'essais, la France a annoncé, le 29 janvier 1996, la cessation de tous ses essais nucléaires. Cette décision s'est traduite concrètement par le démantèlement complet des installations d'essais situées dans le Pacifique, annoncé dès février 1996 et achevé fin juillet 1998.

32. La France est le premier Etat à avoir pris et appliqué la décision de démanteler ses installations de production de matières fissiles destinées aux armes nucléaires. Dès 1992, elle a suspendu toute production de plutonium pour la défense (usine de Marcoule) et a pris une mesure similaire quatre ans plus tard pour l'uranium hautement enrichi (usine d'enrichissement de l'uranium de Pierrelatte). L'usine de retraitement du combustible irradié de Marcoule a fermé complètement fin 1996. Le démantèlement de l'installation est en cours. La décision d'arrêter définitivement et de démanteler l'usine d'enrichissement de Pierrelatte a été prise en 1996 et mise en application immédiatement.

33. La France a signé et ratifié le Traité d'interdiction complète des essais nucléaires en 1998. Elle est partie au Traité sur l'Antarctique de 1959, ainsi qu'aux Protocoles aux Traités de Tlatelolco (ratifiés en 1974 et 1992), de Raratonga (ratifié en 1996) et de Pelindaba (ratifié en 1996).

2.2.2. Développements multilatéraux

2.2.2.1. TNP

34. Le Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires (TNP) est la pierre angulaire du régime mondial de non-prolifération et constitue le fondement essentiel de la poursuite du désarmement nucléaire. Il a été prorogé pour une durée indéterminée lors de la Conférence d'examen et de reconduction de 1995. Lors de cette Conférence, les participants ont aussi pris des décisions renforçant le processus d'examen du Traité et ont adopté une série de "principes et objectifs de la non-prolifération et du désarmement nucléaires" destinés à orienter la mise en application pleine et entière du Traité.

35. Au cours de la dernière décennie, l'adhésion au TNP est devenue pratiquement universelle, seuls quatre Etats (Cuba, Inde, Israël et Pakistan) n'ayant pas adhéré au régime. De nouveaux Etats importants ont adhéré au Traité, dont deux Etats dotés d'armes nucléaires reconnus par le Traité (la France et la Chine), ainsi que l'Afrique du Sud, l'Argentine, le Brésil, l'Ukraine, le Kazakhstan et le Bélarus. A l'exception de la Russie, tous les Etats de l'ex-Union soviétique ont renoncé à la possession d'armes nucléaires et ont adhéré au TNP.

36. Il est apparu que l'Irak et la Corée du Nord ne respectent pas le TNP et les efforts se poursuivent pour amener ces pays à honorer leurs obligations. En 1993, la Corée du Nord a notifié son intention de se retirer du TNP, mais elle reste partie au Traité, bien que toujours en violation de l'accord de garanties qu'elle a conclu. Les essais nucléaires auxquels le Pakistan et l'Inde ont procédé en 1998, condamnés par les Ministres des pays de l'OTAN, ont constitué de graves atteintes aux objectifs de non-prolifération nucléaire. Les membres de l'Alliance continuent de prôner la mise en œuvre pleine et entière du TNP et des résolutions pertinentes du Conseil de sécurité des Nations Unies.

37. La Conférence d'examen 2000 du TNP s'est tenue à New York entre le 24 avril et le 19 mai 2000. Cent cinquante-huit Etats parties y ont participé, ainsi que 11 organisations internationales et 141 organisations non gouvernementales.

38. La Conférence d'examen 2000 est parvenue à adopter un document final traitant de façon complète les questions de fond, ce que n'avaient pu faire que deux des cinq Conférences précédentes. Les conclusions de ce document final font état d'un soutien persistant à l'adhésion universelle au TNP, au strict respect des dispositions du TNP, à un renforcement du régime de garanties de l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA) et à des mesures visant le désarmement nucléaire, et incluent l'engagement sans équivoque de la part des Etats dotés d'armes nucléaires à parvenir à l'élimination complète de leurs armes nucléaires et par là même au désarmement nucléaire que tous les Etats parties se sont engagés à réaliser en vertu de l'article VI du TNP, et la réaffirmation qu'en fin de compte, l'objectif des Etats lancés dans un processus de désarmement est le désarmement général et complet sous contrôle international efficace.

2.2.2.2. CTBT

39. L'entrée en vigueur du Traité d'interdiction complète des essais nucléaires (CTBT) était la première des 13 mesures concrètes devant mener au désarmement nucléaire agréées dans le document final de la Conférence d'examen du TNP. Il s'agit là d'une étape importante dans un processus en cours inscrit à l'agenda TNP. Négocié à la Conférence du désarmement (CD) entre 1994 et 1996 et ouvert à la signature en 1996, le Traité interdit toute explosion liée à des essais d'armes nucléaires et toute autre explosion nucléaire partout dans le monde. Il entrera en vigueur après sa ratification par les 44 Etats cités dans l'annexe 2 au Traité. Treize de ces Etats n'ont toujours pas ratifié le Traité, dont l'Inde, le Pakistan et la Corée du Nord, qui n'ont pas encore signé le Traité. La France et le Royaume-Uni ont ratifié le Traité en 1998. Les Etats-Unis l'ont signé mais ne l'ont pas ratifié. Tous les autres pays alliés ont signé et ratifié le Traité. Les Alliés sont déterminés à œuvrer pour obtenir les signatures et ratifications nécessaires pour une entrée en vigueur rapide du CTBT.

2.2.2.3. Matières fissiles

40. L'interdiction par un traité de la production de matières fissiles destinées à des armes nucléaires ou à d'autres dispositifs nucléaires explosifs constitue une suite logique au CTBT et une priorité importante. En 1995, la Conférence du désarmement a décidé de créer un comité ad hoc chargé de négocier un tel traité. Ce comité s'est réuni pour la première fois en 1998, mais aucune négociation substantielle n'a eu lieu depuis lors, et le comité ne s'est plus réuni. Le document final de la Conférence d'examen 2000 du TNP invitait instamment la Conférence du désarmement à adopter un programme de travail qui inclue le commencement immédiat de négociations sur un tel traité en vue de leur conclusion dans un délai de cinq ans.

41. L'absence de progrès en ce qui concerne le Traité d'arrêt de la production de matières fissiles est une source de préoccupation croissante pour les Alliés. En deux ans, la Conférence sur le désarmement - le seul forum permanent de négociation sur le désarmement - n'a pas été en mesure d'adopter un programme de travail ni d'entamer des travaux sur une quelconque nouvelle question de désarmement, en dépit de l'issue positive de la Conférence d'examen 2000 du TNP, en mai 2000. Avec d'autres membres de la Conférence, nous continuerons de nous employer à résoudre à la fois les questions de fond et les questions de procédure afin que les négociations sur le Traité puissent reprendre au plus vite.

2.3. Armes biologiques et chimiques

42. Il est largement reconnu que la prolifération des armes biologiques et chimiques (BCW) pose un problème croissant de sécurité internationale, à la fois dans l'optique d'un conflit entre Etats et comme dimension potentielle du terrorisme.

43. Le Protocole de Genève de 1925 interdit l'utilisation des armes biologiques et chimiques. Les Etats parties à la Convention sur les armes biologiques et à toxines (BTWC), qui est entrée en vigueur en 1975, sont convenus de ne pas développer, produire, stocker ou acquérir d'agents de guerre biologique ni d'équipements connexes destinés à un usage hostile. Pendant longtemps, on a considéré comme une faiblesse le fait que la BTWC ne comporte aucun mécanisme de vérification, contrairement à des accords similaires de maîtrise des armements. Dans le but de renforcer la certitude du respect de la BTWC, la Conférence d'examen de 1986 a adopté une série de mesures de confiance. En 1994, une Conférence spéciale a créé un groupe ad hoc d'Etats parties à la Convention qui a été chargé d'étudier des mesures appropriées, y compris d'éventuelles mesures de vérification, et de rédiger des propositions visant à renforcer la Convention, comme il convient, en lui adjoignant un protocole juridiquement contraignant. Les participants à la quatrième Conférence d'examen, tenue en 1996, ont décidé que ce protocole devrait être finalisé dès que possible, avant le début de la cinquième Conférence d'examen, en 2001. A leur réunion de Florence du 24 mai 2000, les Ministres des pays de l'OTAN ont réitéré l'engagement des Alliés "à mener dès que possible à son terme l'élaboration d'un tel instrument, avant la 5^e Conférence d'examen de la BTWC, qui se tiendra en 2001".

44. Pour interdire les armes chimiques et en empêcher la prolifération, une Convention sur les armes chimiques (CWC) a été négociée à la Conférence du désarmement entre 1980 et 1992. Elle est entrée en vigueur en 1997. Chaque partie accepte de ne jamais développer, produire, acquérir, stocker ou conserver des armes chimiques, de ne pas utiliser ou se préparer à utiliser des armes chimiques, et de ne pas aider d'autres Etats à agir à l'encontre des dispositions de la convention. Celle-ci prescrit également que les Etats parties détruisent toute arme chimique en leur possession, et détruisent leurs installations de production d'armes chimiques. L'Organisation pour l'interdiction des armes chimiques (OPCW), qui a été créée en 1997, est chargée d'étudier les questions de mise en œuvre. Les stocks mondiaux déclarés d'armes chimiques, qui atteignent 70.0000 tonnes, et de munitions - il en existe plus de 8 millions - ont été vérifiés par des inspecteurs de l'OPCW; les quatre pays qui ont déclaré posséder des armes chimiques s'emploient actuellement à les détruire, mais l'un d'entre eux - la Russie - rencontre des problèmes. Les 60 installations déclarées de production d'armes chimiques qui existent dans le monde ont toutes été inspectées et mises sous scellés. Malgré ces résultats positifs, on a constaté des difficultés majeures dans la mise en œuvre de la destruction - nécessaire - des armes chimiques. En particulier, la Russie ne parvient toujours pas à mettre à disposition les moyens financiers requis pour détruire la totalité de ses armes chimiques avant la date limite fixée par la Convention.

45. Le Groupe Australie (AG) a été créé en 1984 pour veiller à ce que les industries des pays participants n'apportent pas leur aide, intentionnellement ou non, à des Etats cherchant à se doter d'un potentiel de guerre chimique et biologique en leur fournissant des substances et des équipements à double usage. Les 32 pays faisant partie du Groupe Australie ont mis en place des contrôles des exportations au niveau national pour tous les articles figurant sur les listes de contrôle établies par le Groupe. Sur ces listes figurent notamment des précurseurs chimiques, des agents biologiques à toxines, des agents pathogènes et des microorganismes, ainsi que des équipements de production d'agents chimiques et biologiques. Le commerce d'articles figurant sur ces listes n'est pas proscrit; les pays membres du Groupe Australie ont en effet préféré en contrôler l'exportation afin de veiller à ce qu'ils ne soient pas utilisés dans un programme de production d'armes

chimiques et biologiques. Ces pays partagent des informations sur les tendances en matière de prolifération des armes chimiques et biologiques et mènent des activités d'ouverture partout dans le monde pour encourager les pays non participants à adopter des mesures efficaces de contrôle des exportations d'articles chimiques et biologiques à double usage. Tous les pays du Groupe Australie sont des Etats parties à la Convention sur les armes chimiques et à la Convention sur les armes biologiques. Ils considèrent que la responsabilité nationale du contrôle des exportations est essentielle pour atteindre le but des conventions, à savoir supprimer les armes chimiques et biologiques et favoriser l'usage de la technologie chimique et biologique à des fins pacifiques en veillant à ce que des articles à double usage ne soient pas transférés en vue d'utilisations liées aux armes chimiques et biologiques.

2.4. Missiles et autres vecteurs

46. La prolifération de la technologie des missiles est très préoccupante. Le missile balistique est devenu le système d'arme privilégié par plusieurs Etats, dont un grand nombre cherchent actuellement à accroître la portée et la précision de ces vecteurs. La technologie des missiles de croisière s'améliore également et recouvre divers modèles destinés à des missions d'attaque de navires ou de forces terrestres. Les améliorations techniques des missiles constitueront sans doute un défi pour les défenses traditionnelles. La mise en œuvre de ces technologies pourrait avoir pour résultat une portée accrue et une meilleure précision, et aussi éventuellement l'introduction de contre-mesures et la réduction de la signature. Des missiles relativement peu coûteux sont aujourd'hui couramment disponibles, et ils représentent un risque croissant en tant que vecteurs potentiels de charges NBC. Les risques et les menaces liés à la technologie des missiles émanent également des missiles tactiques air-surface.

47. Mis en place en 1987, le Régime de contrôle de la technologie des missiles (RCTM) est un regroupement informel de 32 pays (dont les 19 pays membres de l'OTAN), qui cherchent à limiter la prolifération des missiles et de la technologie des missiles. Il ne s'agit pas d'un traité. Les Etats membres contrôlent les exportations d'une liste commune d'articles contrôlés (l'Annexe sur les équipements et les technologies) conformément à une politique commune de contrôle des exportations (les lignes directrices du RCTM). Les Etats membres appliquent ces lignes directrices et l'annexe conformément à la législation et aux réglementations qui leur sont propres. Leur application ne se limite pas aux Etats membres; tous les pays peuvent les mettre en œuvre unilatéralement. Les Etats membres échangent également des informations sur les menaces et les tendances en matière de prolifération et coopèrent en vue d'intercepter les cargaisons dont on craint qu'elles fassent peser une menace du point de vue de la prolifération. Ils ont maintenant entrepris d'évaluer des approches permettant de relever des défis d'un nouveau type, parmi lesquels l'émergence de capacités nationales de fabrication et d'exportation de missiles et de technologie de missiles dans des Etats non parties au Régime. Au cours de l'année dernière, les Etats membres se sont focalisés de plus en plus sur les idées nouvelles visant à contrer la menace mondiale que constituent actuellement les missiles et sur les réponses à apporter au défi que représentent les programmes et les exportations de missiles de certains pays. A leur réunion plénière d'octobre 2000, tenue à Helsinki, les Etats membres parties au RCTM ont poursuivi leurs discussions sur un ensemble de principes, d'engagements, de mesures de confiance et d'incitation qui formeraient un code de conduite contre la prolifération des missiles. Ils ont aussi décidé de prendre contact avec des pays extérieurs au Régime pour les associer à un effort commun élargi en vue d'adopter un instrument multilatéral ouvert à tous les Etats.

3. Développements intervenus au cours de la dernière décennie en ce qui concerne la maîtrise des armements et le désarmement dans le domaine conventionnel

48. Au cours de ces dernières années, il s'est produit un certain nombre de développements prometteurs concernant la maîtrise des armements conventionnels et des mesures de confiance et de sécurité connexes.

3.1. Adaptation du Traité FCE

49. Le Traité sur les forces conventionnelles en Europe (FCE) du 19 novembre 1990 a imposé des limites juridiquement contraignantes aux cinq catégories d'équipements limités par le traité (ELT), et a prévu des échanges d'informations et des notifications extrêmement détaillés, ainsi que des inspections intrusives sur place et des arrangements de vérification. Plus de 3.000 inspections ont été effectuées. Cette transparence en ce qui concerne les stocks d'armes est unique en son genre s'agissant d'un traité de maîtrise des armements. Le Traité a été à l'origine de réductions considérables des ELT en Europe. Plus de 50.000 pièces d'équipement ont été détruites ou retirées. Au cours de la Conférence d'examen du Traité tenue en 1996, les Etats parties ont reconnu la nécessité d'adapter le Traité FCE de façon à lui permettre de continuer à jouer son rôle clé dans les arrangements de sécurité européens malgré l'évolution de l'environnement.

50. Les négociations sur l'adaptation ont commencé en mai 1996, tenant compte du fait que des changements fondamentaux s'étaient produits depuis 1990, par exemple avec la réunification de l'Allemagne, la dissolution du Pacte de Varsovie et de l'URSS, l'émergence de nouveaux Etats successeurs, qui a porté le nombre des signataires du Traité de 22 à 30, la démocratisation en Europe centrale et orientale, et la fin des tensions entre blocs.

51. Le processus d'adaptation s'est achevé avec la signature, au Sommet de l'OSCE tenu à Istanbul en novembre 1999, du document juridiquement contraignant que constituait l'"Accord sur l'adaptation" du Traité FCE. Cet accord entrera en vigueur après sa ratification par les Etats parties. Un "Acte final" a également été adopté à Istanbul. Ce texte politiquement contraignant rend compte de tous les engagements supplémentaires de retenue et de réductions progressives jusqu'aux dotations autorisées en équipements que les Etats parties ont pris dans le cadre de l'adaptation du Traité. Par ailleurs, les Alliés restent préoccupés par le fait que la Russie doit encore honorer l'engagement qu'elle a pris de ramener ses niveaux d'équipements aux limites prévues par le Traité adapté (flancs) dès que possible.

52. En attendant l'achèvement du processus de ratification, il sera primordial de continuer d'appliquer pleinement le Traité et ses documents connexes.

53. L'entrée en vigueur du Traité adapté assurera le maintien de la viabilité du Traité FCE comme pierre angulaire de la sécurité et de la stabilité européennes. Le Traité adapté renforcera la sécurité dans l'ensemble de l'Europe, en particulier parce qu'il établit un système plus contraignant de plafonds nationaux et territoriaux, tout en laissant une marge de manœuvre suffisante pour les entraînements courants ainsi que pour une gestion efficace des crises. Le Traité adapté permettra également l'accession de nouveaux Etats et renforcera les exigences du Traité concernant le consentement du pays hôte à la présence de forces étrangères.

3.2. Document de Vienne

54. Au Sommet d'Istanbul de novembre 1999, les Etats membres de l'OSCE ont également signé le Document de Vienne de 1999, qui renforce les mesures de confiance et de sécurité (MDCS) introduites par les Documents de Vienne de 1990, 1992 et 1994. Le Document de Vienne de 1999 améliore les MDCS actuelles et souligne l'importance de la coopération régionale.

3.3. Ciel ouvert

55. Le Traité Ciel ouvert de mars 1992, qui permet le survol des territoires nationaux sur la base de la réciprocité, est un autre élément important de l'établissement d'une plus grande transparence dans le domaine militaire.

56. Le Traité Ciel ouvert est destiné à promouvoir le renforcement de la confiance, à faciliter la vérification du respect des accords actuels et futurs de maîtrise des armements, et à accroître la capacité de détection rapide et de gestion des crises en permettant des survols réciproques de territoire national.

57. Un certain nombre de vols ont eu lieu à titre d'essai au cours de ces huit dernières années, mais le régime complet de vols d'observation prévu dans le Traité n'est pas encore entré en vigueur. Les Alliés continuent de soutenir la ratification de ce traité, et invitent instamment les pays signataires qui n'y ont pas encore procédé - la Russie et le Bélarus - à ratifier le document de façon qu'il puisse entrer en vigueur dès que possible.

3.4. Armes légères et de petit calibre

58. La prolifération des armes légères et de petit calibre (SALW), qui résulte de transferts illicites et irresponsables, alimente des conflits nationaux et internationaux dans lesquels les civils sont de plus en plus souvent les cibles et les victimes de la violence.

59. Au cours de la dernière décennie, la communauté internationale s'est de plus en plus rendu compte de la nécessité de prévenir et de réduire les accumulations et les transferts déstabilisants de SALW. Les Nations Unies, l'Union européenne, l'OSCE et d'autres organisations internationales ont commencé à prendre un certain nombre d'initiatives à l'échelle mondiale, régionale et locale. L'Assemblée générale des Nations Unies a décidé d'organiser en 2001 une conférence internationale sur tous les aspects du commerce illicite d'armes. Depuis janvier 1999, les pays membres du Conseil de partenariat euro-atlantique (CPEA) mènent de nombreux travaux concrets sur cette question.

3.5. Mines antipersonnel

60. Au cours de la dernière décennie, la communauté internationale a déployé une activité croissante pour faire face aux problèmes humanitaires créés par les mines antipersonnel. Les pays de l'OTAN ont démontré leur détermination à s'attaquer à ce fléau.

61. En décembre 1998, le Protocole sur l'interdiction ou la limitation de l'emploi des mines, pièges et autres dispositifs, tel qu'amendé le 3 mai 1996, est entré en vigueur. Il s'agit du Protocole II joint à la Convention de 1980 sur l'interdiction ou la limitation de l'emploi de certaines armes classiques.

62. La Convention sur l'interdiction de l'emploi, du stockage, de la production et du transfert des mines antipersonnel et sur leur destruction a été signée à Ottawa le 3 décembre 1997. Elle est entrée en vigueur le 1er mars 1999 et a été ratifiée par plus de 100 Etats.

4. Politique alliée de soutien à la maîtrise des armements, au désarmement et à la non-prolifération

4.1. Contribution de la maîtrise des armements, du désarmement et de la non-prolifération à la sécurité de l'Alliance

63. Les efforts visant à établir des relations internationales plus stables à des niveaux de forces et d'armements moins élevés grâce à des accords efficaces et vérifiables de maîtrise des armements et à des mesures de confiance font depuis longtemps partie intégrante de la politique de sécurité de l'OTAN.

64. La politique alliée de soutien à la maîtrise des armements, au désarmement et à la non-prolifération continuera de jouer un rôle majeur dans la réalisation des objectifs de sécurité de l'Alliance. Cette politique constitue un élément clé de l'approche globale de l'OTAN vis-à-vis de la sécurité, qui reconnaît l'importance des facteurs politiques, économiques, sociaux et environnementaux en plus de l'indispensable dimension de défense.

65. L'Alliance offre à ses membres un forum essentiel de consultation sur tous les aspects de leur défense et de leur sécurité, y compris la maîtrise des armements, le désarmement et la non-prolifération. A ce titre, la fonction de consultation a pour objet la poursuite de la réalisation des objectifs de l'Alliance dans ces domaines. Cette consultation permet aux Alliés de mener une réflexion, entre eux et avec les pays partenaires et les pays participant au Dialogue méditerranéen, sur l'importance de la maîtrise des armements, du désarmement et de la non-prolifération pour la sécurité euro-atlantique et sur les moyens de progresser dans ces domaines. Des consultations sont menées dans l'ensemble des organismes de l'OTAN, et tout particulièrement dans les différents groupes sur la prolifération au sein de l'OTAN, ainsi que dans le cadre du Conseil de partenariat euro-atlantique, du Conseil conjoint permanent OTAN-Russie et de la Commission OTAN-Ukraine. En outre, des organismes de l'OTAN tiennent régulièrement des réunions avec des experts du désarmement, en particulier avant des réunions internationales importantes telles que la Conférence d'examen du TNP, la Première commission des Nations Unies et la Conférence du désarmement. Il est à noter que, ces derniers mois, l'OTAN a constitué un forum utile pour des consultations sur les incidences, sur la sécurité de l'Alliance et la stabilité stratégique mondiale, des options en matière de défense contre les missiles de théâtre et de la prolifération des armes de destruction massive, ainsi que pour des échanges de vues sur le projet national de défense antimissile des Etats-Unis.

66. Les Alliés jouent un rôle spécifique dans le développement d'un processus international de maîtrise des armements et de désarmement plus global, plus complet et plus vérifiable. Ces efforts contribuent de façon significative à la sécurité transatlantique, tout en renforçant la sécurité et la stabilité à l'échelle mondiale.

67. Il est important de veiller à ce que l'approche alliée de la maîtrise des armements, du désarmement et de la non-prolifération contribue à la sécurité de l'Alliance. Les pays de l'OTAN partagent une conception commune selon laquelle la maîtrise des armements et les MDCS doivent renforcer la sécurité de l'ensemble des Alliés, tout en faisant en sorte que la stratégie alliée de dissuasion reste crédible et efficace. Les mesures de maîtrise des armements doivent maintenir l'unité stratégique et la cohésion politique de l'Alliance, et sauvegarder le principe de l'indivisibilité de la sécurité de l'Alliance en évitant la création de zones de sécurité inégale.

68. Les mesures de maîtrise des armements et la non-prolifération doivent également permettre à l'Alliance de contribuer à une prévention effective des conflits et de s'engager activement dans la gestion des crises, y compris dans des opérations de réponse aux crises. A cet égard, les mesures de maîtrise des armements doivent être fondées sur un partenariat, une coopération et un dialogue de grande portée avec les autres pays de la région euro-atlantique.

69. Une vérification efficace et fiable est une exigence fondamentale pour les accords de maîtrise des armements. Si un régime de maîtrise des armements doit être efficace et renforcer la confiance, il faut que la vérifiabilité des mesures proposées de maîtrise des armements reste un souci majeur de l'Alliance. Les progrès de la maîtrise des armements doivent aussi se mesurer au degré de respect des accords existants. Les mesures agréées de maîtrise des armements doivent inclure des mécanismes adéquats empêchant tout contournement.

70. Les objectifs globaux des Alliés dans ce domaine consistent à promouvoir la stabilité et le bien-être dans la région transatlantique en unissant leurs efforts pour la défense collective et la préservation de la paix et de la sécurité. Afin d'y parvenir, l'Alliance doit réagir aux menaces potentielles en développant des capacités qui soient à leur mesure. Les traités de non-prolifération et de désarmement contribuent de façon importante à réduire les menaces pour l'Alliance, et à assurer la prévisibilité et la transparence des activités militaires et des arsenaux. Les Alliés sont résolus à promouvoir et renforcer de tels traités, comme partie intégrante de leur réponse globale aux défis auxquels est confrontée l'Alliance.

71. Les pays de l'OTAN sont guidés par un certain nombre de considérations et de principes importants qui s'appliquent au soutien de la maîtrise des armements, du désarmement et de la non-prolifération. Les principes et objectifs de l'Alliance en la matière ont été réaffirmés dans le Concept stratégique de 1999 et seront gardés à l'examen en fonction de l'évolution de l'environnement de sécurité.

4.2. Soutien des Alliés à la maîtrise des armements, au désarmement et à la non-prolifération depuis 1990

4.2.1. Réduction des forces nucléaires

72. Le Concept stratégique de 1999 définit le contexte de la politique nucléaire de l'Alliance : "Pour protéger la paix et prévenir la guerre ou toute forme de coercition, l'Alliance maintiendra dans l'avenir prévisible une combinaison appropriée de forces nucléaires et de forces conventionnelles basées en Europe et tenues à niveau là où ce sera nécessaire, encore qu'il doive s'agir du niveau minimum suffisant. Compte tenu de la diversité des risques auxquels elle pourrait être confrontée, l'Alliance doit garder les forces nécessaires pour assurer une dissuasion crédible et être en mesure de choisir entre une large gamme de ripostes conventionnelles. Mais ses forces conventionnelles ne peuvent à elles seules assurer une dissuasion crédible. Les armes nucléaires apportent une contribution unique en rendant incalculables et inacceptables les risques que comporterait une agression contre l'Alliance. Elles restent donc indispensables au maintien de la paix."

73. Pendant la guerre froide, les forces nucléaires de l'OTAN ont joué un rôle important dans la stratégie de l'Alliance. Elles ont été intégrées dans l'ensemble de la structure de forces de l'OTAN (terrestres, navales et aériennes), et l'Alliance a maintenu une série de plans de désignation d'objectifs pouvant être mis en œuvre sur court préavis. Ce rôle impliquait des niveaux de préparation élevés et des états d'alerte de réaction rapide pour des parties importantes des forces nucléaires de l'OTAN.

74. A la suite de la fin de la guerre froide, l'Alliance a pris à partir de 1991 des mesures de grande portée pour adapter sa stratégie globale, sa politique et son dispositif de forces d'une manière qui tienne compte de l'amélioration de l'environnement de sécurité. L'OTAN a radicalement réduit le rôle attribué à ses forces nucléaires. Sa stratégie reste axée sur la prévention de la guerre, mais elle n'est plus dominée par la possibilité d'une escalade nucléaire. Ses forces nucléaires n'ont plus aucun pays pour cible, et les circonstances dans lesquelles il pourrait être nécessaire d'envisager leur utilisation sont maintenant considérées comme extrêmement éloignées.

75. Les types et l'importance numérique des forces substratégiques de l'OTAN ont été considérablement réduits, et le nombre des charges nucléaires basées à terre en Europe a diminué de plus de 85%. En outre, les charges substratégiques ne sont plus déployées en temps normal sur des navires de surface et des sous-marins d'attaque. Les mines nucléaires terrestres, l'artillerie nucléaire, les missiles air-sol, les bombes sous-marines, les missiles sol-air et les missiles sol-sol à courte portée et à portée intermédiaire ont tous été retirés d'Europe, et un certain nombre de programmes de modernisation ou de remplacement ont été annulés par les puissances nucléaires de l'Alliance. En outre, les dépôts nucléaires de l'OTAN ont également fait l'objet d'une réduction massive d'environ 80%, avec l'élimination de systèmes d'arme et la réduction du nombre des armes.

76. Aujourd'hui, les seules armes nucléaires substratégiques basées à terre dont dispose l'OTAN sont des bombes nucléaires américaines pouvant être larguées par des avions à double capacité (DCA). Ces bombes à gravitation sont stockées dans quelques rares dépôts, dans des conditions de très grande sécurité. En plus des armes nucléaires substratégiques américaines, il existe un petit nombre de SSBN britanniques équipés de missiles Trident pouvant jouer un rôle substratégique.

77. Tenant compte du nouvel environnement de sécurité, l'OTAN a aussi pris un certain nombre de mesures pour réduire le nombre et abaisser le niveau de préparation de ses avions à double capacité. Au plus fort de la guerre froide, une partie de ces avions était maintenue dans un état d'alerte qui permettait un lancement en quelques minutes. Désormais, le niveau de préparation des forces nucléaires se mesure en semaines et en mois. Il n'y a plus aujourd'hui en Europe de forces nucléaires substratégiques de l'OTAN en état d'alerte.

4.2.2. Politique de l'Alliance relative à la prolifération des ADM

78. En 1994, considérant que la prolifération des ADM constitue une menace pour la sécurité internationale, les chefs d'Etat et de gouvernement de l'OTAN ont donné des instructions pour que l'Alliance intensifie et élargisse les efforts qu'elle mène contre la prolifération. En juin 1994, les Ministres des affaires étrangères de l'OTAN ont publié le "Cadre d'orientation de l'Alliance sur la prolifération des armes de destruction massive", document public indiquant que le principal objectif de l'Alliance et de ses membres consiste à prévenir la prolifération ou, si elle se produit, à en inverser le cours par des moyens diplomatiques. Ce document indiquait également que la prolifération pourrait avoir lieu malgré les normes et accords internationaux de non-prolifération, et que les ADM et leurs vecteurs peuvent représenter une menace militaire directe pour le territoire, les populations et les forces de l'OTAN. Depuis 1994, l'Alliance accorde une attention croissante aux différentes capacités de défense nécessaires pour amoindrir l'intérêt de la prolifération et de l'utilisation des ADM. Le dispositif de défense de l'Alliance contre les risques liés aux ADM doit continuer d'être amélioré afin de réduire encore les vulnérabilités opérationnelles des forces militaires de l'OTAN, tout en maintenant leur flexibilité et leur efficacité malgré la présence, la menace ou l'utilisation d'armes NBC.

4.2.3. Initiative de l'Alliance sur les ADM

79. Afin de répondre aux risques que présente pour la sécurité de l'Alliance la dissémination des armes de destruction massive et de leurs vecteurs, l'Alliance a lancé en 1999 une initiative qui se fonde sur les travaux réalisés depuis le Sommet de Bruxelles pour améliorer les efforts politiques et militaires globaux de l'Alliance en la matière. Cette initiative sur les ADM permet l'instauration à l'OTAN d'un dialogue plus intense et plus structuré débouchant sur un renforcement des positions communes des Alliés concernant les questions liées aux ADM et les moyens d'y répondre, l'amélioration qualitative et quantitative du partage d'informations et de données du renseignement, le soutien de l'élaboration d'une stratégie d'information du public, l'amélioration de l'état de préparation des forces armées alliées pour leur permettre d'opérer dans un environnement ADM et de faire face aux menaces que présentent ces armes, le renforcement du processus d'échange d'informations sur les programmes nationaux des Alliés en matière d'aide bilatérale pour la destruction des ADM, le développement de la capacité des Alliés de s'aider mutuellement pour assurer la protection de leurs populations civiles, et la création d'un Centre ADM au sein du Secrétariat international pour appuyer ces efforts. Créé en mai 2000, le Centre ADM a déjà établi un programme de travail solide pour l'avenir.

80. Les trois groupes OTAN de haut niveau, qui ont été créés pour gérer les efforts politiques et de défense de l'Alliance contre la prolifération des ADM (le Groupe politico-militaire de haut niveau sur la prolifération (SGP) et le Groupe "défense" de haut niveau sur la prolifération (DGP) pour les dimensions politique et de défense de l'action de l'OTAN, et le Comité mixte sur la prolifération (JCP) pour coordonner et combiner les travaux sur les efforts politiques et de défense), ont engagé une discussion vigoureuse sur les questions de maîtrise des armements, de désarmement et de non-prolifération. Le SGP prend en considération un ensemble de facteurs relevant des domaines politique, économique et de la sécurité qui pourraient susciter la prolifération ou influencer sur elle, et il étudie les moyens politiques et économiques permettant de prévenir la prolifération ou d'y faire face. Le DGP examine le potentiel militaire nécessaire pour décourager la prolifération des ADM, pour dissuader quiconque de menacer d'un recours à des ADM ou d'en faire usage et pour protéger les populations, le territoire et les forces des pays de l'OTAN.

4.2.4. Contribution au progrès de la maîtrise des armements et de la non-prolifération dans le domaine conventionnel

81. L'adaptation du Traité FCE en 1999 a été le point culminant des nombreux efforts et initiatives des membres de l'Alliance visant à faire en sorte que ce traité reste une pierre angulaire de la sécurité européenne, et qu'il permette effectivement de faire face aux nouvelles réalités en matière de sécurité. Au cours des négociations de Vienne, l'Alliance a mis en avant une série complète de propositions détaillées traitant de tous les aspects de l'adaptation. Celles-ci visaient à assurer le maintien de la prévisibilité et de la transparence, ainsi qu'une plus grande stabilité dans l'environnement militaire européen et une nouvelle diminution des dotations en équipements limités par le Traité (ELT) dans les Etats parties au Traité FCE, conformément aux exigences de la gestion des conflits et des crises. Tout au long des négociations, l'Alliance s'est aussi engagée à faire preuve de retenue s'agissant des niveaux et des déploiements de forces dans toutes les parties de la zone d'application du Traité, et elle continue de le faire dans la période qui précède l'entrée en vigueur. Par ailleurs, plusieurs Alliés ont annoncé à Vienne leur intention

d'accepter des limites aux dotations nationales autorisées qui seraient plus restrictives que celles prévues par le Traité actuel.

82. Le Groupe de travail de haut niveau (HLTF) de l'Alliance reste la principale instance chargée de l'élaboration et de la coordination des orientations de l'Alliance dans le domaine de la maîtrise des armements conventionnels. Le HLTF fonctionne aussi comme un groupe d'experts chargé d'engager le dialogue avec les Partenaires sur des questions d'intérêt commun. Le Comité de coordination de la vérification (VCC) continue de coordonner les activités de vérification des Alliés dans le domaine de la maîtrise des armements conventionnels et de suivre les questions de mise en œuvre. Afin de renforcer la mise en œuvre du Traité FCE, le VCC a établi un programme de coopération intensifiée, qui a été présenté aux pays partenaires signataires du Traité FCE en 1993. Ce programme se poursuit, et prévoit la constitution d'équipes multinationales mixtes d'inspection composées d'Alliés et de Partenaires, la formation conjointe d'inspecteurs à l'Ecole de l'OTAN, et l'accès à la base de données de l'OTAN pour la maîtrise des armements. Le VCC parraine également plusieurs séminaires et ateliers organisés chaque année.

83. Jusqu'à ce que le Traité adapté soit ratifié et entre en vigueur, il restera essentiel que les dispositions du Traité existant et des documents connexes continuent d'être pleinement appliquées. Les Alliés préparent actuellement la mise en œuvre du Traité adapté. L'Alliance préconise son entrée en vigueur dans les meilleurs délais, mais cela ne peut s'envisager que si tous les Etats parties respectent les niveaux d'armements et d'équipements agréés dans le Traité.

84. Tous ces efforts de l'Alliance ont contribué à assurer la stabilité et la sécurité dans la région euro-atlantique. En fait, ils constituent eux-mêmes des mesures de confiance et de sécurité.

5. Le rôle futur de L'OTAN : options pour les MDCS, la vérification, la non-prolifération, la maîtrise des armements et le désarmement

85. A la lumière des développements stratégiques globaux et de la réduction du rôle des armes nucléaires, l'Alliance a étudié les options envisageables pour les mesures de confiance et de sécurité (MDCS), la vérification, la non-prolifération, et la maîtrise des armements et le désarmement. Les travaux qui ont été accomplis par l'Alliance ont été rassemblés dans une perspective globale et intégrée. Le résultat est axé sur de grandes options spécifiques pour l'avenir, qui sont résumées ci-après.

5.1. Politique nucléaire

5.1.1. Rôle des forces nucléaires dans la stratégie de l'OTAN

86. Malgré l'évolution positive de l'environnement stratégique, la sécurité de l'Alliance reste exposée à des risques très divers, tant militaires que non militaires, qui viennent de plusieurs directions et sont souvent difficiles à prévoir. Comme l'indique le Concept stratégique de 1999, l'existence de puissantes forces nucléaires à l'extérieur de l'Alliance constitue un facteur important dont celle-ci doit tenir compte pour maintenir la sécurité et la stabilité dans la région euro-atlantique. L'OTAN a radicalement réduit le rôle attribué à ses forces nucléaires, elle a procédé à une réduction spectaculaire de ses forces substratégiques, elle a assoupli sensiblement les critères de préparation des forces ayant un rôle nucléaire, et elle a mis un terme aux plans de circonstance nucléaires permanents du temps de paix.

87. Les conclusions et recommandations relatives aux questions de politique nucléaire sont fondées sur les travaux effectués par les Alliés concernés dans les domaines principaux suivants :

- Propositions de MDCS avec la Russie
- Mesures de transparence
- Prolifération nucléaire

Historique du concept des MDCS

88. Les MDCS sont les mesures destinées à atténuer le danger d'un conflit armé, à éviter les malentendus et les interprétations erronées d'activités militaires, et à contribuer ainsi à la stabilité. Les MDCS, particulièrement celles ayant trait aux forces conventionnelles, ont été essentiellement mises en œuvre, en Europe, dans le contexte de la Conférence sur la sécurité et la coopération en Europe (CSCE) et de l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe (OSCE), et elles ont un caractère principalement multilatéral. Par contre, dans le contexte nucléaire, elles sont généralement associées aux accords de maîtrise des armements, et elles ont un caractère bilatéral. Dans le contexte nucléaire, on a également vu des MDCS de caractère unilatéral, par exemple les initiatives présidentielles dans le domaine nucléaire prises par Bush, Gorbatchev et Eltsine en 1991-1992. Bien que de nature unilatérale, ces initiatives étaient aussi clairement destinées à susciter une réaction réciproque. Les garanties de sécurité négatives émises par les Etats dotés d'armes nucléaires sont également une précieuse forme de MDCS, constituant un élément important du régime de non-prolifération.

Historique des garanties de sécurité négatives

89. Les garanties de sécurité négatives sont les déclarations faites, et réitérées, par chacun des trois Etats membres de l'OTAN dotés d'armes nucléaires et par la Russie, et dans lesquelles ils s'engagent à ne pas utiliser d'armes nucléaires contre les Etats non dotés de l'arme nucléaire parties au Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires, sauf dans le cas d'une invasion ou de toute autre attaque menée par un tel Etat en alliance ou en association avec un Etat doté de l'arme nucléaire, contre eux, leur territoire, leurs forces armées ou autres troupes, ou contre leurs alliés ou un Etat envers lequel ils auraient un engagement de sécurité. Ces garanties relèvent de la responsabilité des Etats dotés de l'arme nucléaire.

5.1.1.1. Mesures de confiance et de sécurité avec la Russie

90. Compte tenu du vaste arsenal nucléaire russe, les relations OTAN-Russie constituent un axe important de l'étude des options en matière de mesures de confiance et de sécurité (MDCS) dans le contexte nucléaire. L'Acte fondateur OTAN-Russie a créé un mécanisme, le Conseil conjoint permanent OTAN-Russie (CCP), destiné à des consultations dans un large éventail de domaines afin d'établir un partenariat solide, stable et durable qui soit fondé sur la réciprocité et la transparence. Deux des points énumérés dans l'Acte fondateur parmi les domaines de consultation et de coopération concernent les échanges réciproques sur les questions relatives aux armes nucléaires, y compris la doctrine et la stratégie, et les consultations sur les questions de sûreté nucléaire sous tous leurs aspects. L'OTAN a décidé que des consultations avec la Russie sur de futures MDCS dans le domaine nucléaire sont souhaitables et qu'elles doivent s'appuyer sur les dispositions de l'Acte fondateur et se tenir au sein du CCP. Ce faisant, il respecte la conclusion de la réunion du CCP en session ministérielle tenue le 24 mai 2000, selon laquelle l'Acte fondateur reste la base de toute coopération entre l'OTAN et la Russie.

91. L'OTAN entend examiner avec la Russie quatre propositions spécifiques de MDCS afin de renforcer la confiance mutuelle et de favoriser une ouverture et une transparence accrues en ce qui concerne les questions relatives aux armes nucléaires et à leur sûreté.

- A. Renforcer et approfondir le dialogue sur les questions relatives aux forces nucléaires.
- B. Procéder à des échanges d'informations sur l'état de préparation des forces nucléaires.
- C. Procéder à des échanges d'informations sur les dispositions relatives à la sûreté et les équipements de sûreté des armes nucléaires.
- D. échanges de données sur les forces nucléaires substratégiques des Etats-Unis et de la Russie.

A. Renforcer et approfondir le dialogue sur les questions relatives aux forces nucléaires

92. Il importera d'instituer des échanges de vues, d'évaluations et d'informations plus fréquents et détaillés sur les forces nucléaires, ce qui permettra une meilleure compréhension que par le passé des intentions et des activités touchant le domaine du nucléaire. En ce qui concerne l'objectif consistant à favoriser un dialogue renforcé et approfondi, l'OTAN œuvrera en ce sens grâce à des séminaires, des ateliers et d'autres réunions d'experts, des échanges de vues, d'évaluations et d'informations plus fréquents et plus poussés avec la Russie concernant les forces nucléaires.

B. Procéder à des échanges d'informations sur l'état de préparation des forces nucléaires

93. L'échange d'informations sur l'état de préparation des forces nucléaires permettra de présenter à la Russie les mesures unilatérales prises par l'Alliance pour abaisser l'état d'alerte et de préparation de ses forces et à l'Alliance de mieux comprendre l'état de préparation des forces russes. Cette proposition comporte deux éléments :

- Un examen des mesures unilatérales déjà prises par les pays de l'OTAN et la Russie afin de réduire l'état d'alerte et l'état de préparation de leurs forces nucléaires, comme celles adoptées par les Etats-Unis dans le cadre des initiatives présidentielles dans le domaine nucléaire (retrait de toutes les armes nucléaires tactiques/non stratégiques des navires en temps de paix, levée de la mise en alerte des bombardiers stratégiques, fin anticipée de l'état d'alerte pour 450 missiles Minuteman II dont le traité START I prévoyait l'élimination), celles prises par le Royaume-Uni à la suite de son Etude de la défense stratégique (SDR) (comprenant des réductions significatives du nombre d'ogives et le maintien d'un seul sous-marin Trident en patrouille de dissuasion, dont l'état de préparation est diminué), et les mesures décidées au préalable par l'OTAN pour lever la mise en alerte des avions à double capacité. Il faudrait que la Russie présente les mesures qu'elle a prises dans le cadre des initiatives présidentielles mentionnées plus haut.
- Une description générale de l'état d'alerte actuel des armes nucléaires des pays de l'OTAN et de la Russie.

C. Procéder à des échanges d'informations sur les dispositions relatives à la sûreté et les équipements de sûreté des armes nucléaires

94. Cette proposition implique l'échange, sur la base de la réciprocité, d'informations sur les dispositions relatives à la sûreté du stockage et du transport des armes nucléaires, ainsi que sur les équipements et les procédures de sûreté visant à prévenir le vol et l'utilisation non autorisée de ces armes, ou à réduire au minimum les risques d'accidents. La proposition considérée pourrait comporter l'un ou l'autre des éléments suivants :

Equipements de sûreté et de sécurité des armes nucléaires

- Tenir des réunions afin d'examiner, sur la base de la réciprocité, les enseignements tirés par les Etats dotés d'armes nucléaires des questions liées aux pratiques visant à assurer la sûreté et la sécurité.

Mise en commun des méthodes de supervision des programmes de fiabilité du personnel

- Echanges, sur la base de la réciprocité, d'informations relatives aux programmes de fiabilité du personnel, au principe des deux personnes, ou à d'autres méthodes permettant de se prémunir contre tout accès non autorisé aux armes nucléaires.

Observation réciproque d'exercices

- Inviter la Russie à observer, sur la base de la réciprocité, un exercice "de réaction à un accident nucléaire". L'objectif serait de favoriser une meilleure compréhension des procédures à suivre pour réagir en cas d'accident, la coordination nécessaire entre organismes civils et militaires, etc.

Exercice conjoint OTAN–Russie de réaction à un accident

- Inviter la Russie à participer à un exercice "conjoint" de réaction à un accident nucléaire. L'objectif serait de renforcer la coopération mutuelle et d'améliorer la capacité de réaction à un accident.

On pourrait également envisager la MDCS ci-après dans le contexte des mesures relatives à l'état de préparation :

Programme d'échanges d'officiers en "formation accompagnée"

- Etablir un programme d'échanges d'officiers entre le SHAPE et un QG équivalent dans la structure militaire de la Fédération de Russie, comme cela s'est fait entre les forces armées russes et le commandement stratégique américain (STRATCOM). Les échanges pourraient débiter au niveau des officiers généraux, et être ensuite éventuellement étendus jusqu'au niveau des unités.

D. Procéder à des échanges de données sur les forces nucléaires substratégiques des Etats-Unis et de la Russie

95. Cette proposition impliquerait des échanges de données réciproque avec la Russie dans le cadre du CCP. L'objectif serait d'accroître la transparence en ce qui concerne les arsenaux américain et russe et de mieux en connaître la taille.

5.1.1.2. Transparence

96. L'OTAN est déterminée à faire preuve d'une ouverture véritable vis-à-vis des personnes et des groupes intéressés, y compris en ce qui concerne les adaptations apportées au dispositif de forces de l'Alliance ces dix dernières années en réponse à l'évolution de l'environnement de sécurité. Elle est également résolue à débattre de la politique alliée de soutien à la maîtrise des armements et au désarmement nucléaires. A cet égard, l'Alliance continuera de renforcer ses contacts avec les organisations non-gouvernementales et les établissements universitaires intéressés ainsi qu'avec le grand public et contribuera activement au débat sur les armes nucléaires et les questions de maîtrise des armements et de désarmement nucléaires.

97. A mesure que l'OTAN réagissait aux changements de ces dix dernières années, elle élaborait un certain nombre de documents décrivant et justifiant le dispositif nucléaire de l'Alliance. Le Concept stratégique de l'OTAN de 1991 et le Concept révisé de 1999 sont des documents publics. Par ailleurs, les communiqués diffusés à l'issue des réunions des Ministres des affaires étrangères et de la défense de l'OTAN ont relaté les réductions successives apportées aux forces nucléaires de l'Alliance et d'autres changements à son dispositif. Plusieurs documents ont été élaborés par les Alliés concernés sur des questions nucléaires. Ces documents avaient principalement pour objet d'aider les responsables des pays alliés à répondre publiquement à des questions. Les livraisons de la série "informations de base", ainsi qu'un document récent sur "la position de l'OTAN dans le domaine nucléaire", sont à présent disponibles sur le site Web de l'OTAN.

98. De manière générale, la transparence a pour but de contribuer au renforcement de la confiance et de la sécurité et à la non-prolifération et de s'assurer le soutien du public et le soutien politique en expliquant les raisons de la politique et du dispositif nucléaires de l'OTAN. Les questions de fond ci-après revêtent une importance particulière.

Rôle des armes nucléaires dans l'environnement de sécurité de l'après-guerre froide

- Il y a des raisons évidentes au maintien de forces substratégiques en Europe, même en nombre fortement réduit. Cela est conforme au principe directeur fondamental de l'Alliance - engagement commun, coopération et sécurité collective -, le fardeau et les risques que représente la fourniture de l'élément nucléaire de la capacité de dissuasion de l'OTAN ne devraient pas être uniquement à la charge des puissances nucléaires.

Dispositif de forces de l'OTAN depuis la fin de la guerre froide

- Des réductions spectaculaires des forces nucléaires de l'Alliance et un assouplissement significatif de leur état de préparation sont intervenus depuis la fin de la guerre froide.

Sûreté, sécurité et surviabilité des armes nucléaires

- L'OTAN fait preuve de la plus grande transparence possible en ce qui concerne la sûreté, la sécurité, la surviabilité et les conditions de stockage des armes nucléaires américaines. Les armes nucléaires et les procédures qui s'y rapportent sont conçues de manière à ce que les armes soient entreposées et manipulées dans les conditions de sûreté et de sécurité voulues.

5.1.1.3. Prolifération nucléaire

99. La prolifération nucléaire demeure un sujet de préoccupation à la fois pour les gouvernements et pour les opinions publiques. Elle a trait à certains aspects de la politique nucléaire, de la politique de maîtrise des armes nucléaires et de désarmement nucléaire ainsi que de la politique traditionnelle de non-prolifération. Les Alliés concernés ont examiné de façon non limitative les raisons pour lesquelles des pays pourraient chercher à se procurer ou se sont déjà procuré des armes nucléaires en dépit des dispositions du Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires (TNP).

100. Ils ont conclu que la perception de menaces "locales", les ambitions régionales et la recherche d'un certain prestige au niveau mondial demeurent les principales raisons qui poussent les proliférateurs à acquérir et à mettre au point des armes nucléaires. Il est bien évident que les Etats proliférateurs évaluent l'environnement militaire et de sécurité en général avant de décider de développer des armes de destruction massive. Néanmoins, rien ne permet d'établir que les Etats proliférateurs acquièrent des capacités nucléaires parce que l'OTAN conserve des armes nucléaires en Europe afin d'assurer la sécurité de l'Alliance. L'arsenal nucléaire substratégique dont dispose encore l'OTAN - considérablement réduit, avec des forces terrestres qui ne sont plus en état d'alerte et des armes qui ont été désassemblées- n'est pas responsable de la prolifération nucléaire.

101. Le dispositif nucléaire de l'OTAN n'a pas cessé d'évoluer pour s'adapter aux réalités changeantes de la sécurité euro-atlantique. De fait, dans le droit fil de cette tendance, l'Alliance a constamment revu sa doctrine et son dispositif nucléaires au cours de la dernière décennie. En parvenant à la conclusion que le rôle des forces nucléaires de l'OTAN dans l'environnement actuel est essentiellement politique, l'Alliance a fortement réduit l'importance opérationnelle/militaire de ces armes. Pour permettre de tels changements, la taille et l'état de préparation de l'arsenal et des forces nucléaires de l'OTAN ont été considérablement réduits, l'état d'alerte des forces terrestres restantes a été levé et les armes ont été désassemblées. Ces mesures traduisent la diminution du rôle des armes nucléaires dans l'environnement de sécurité actuel. Elles illustrent aussi la politique suivie par l'OTAN, à savoir que les armes nucléaires de l'Alliance seront maintenues au niveau minimum suffisant pour préserver la paix et la stabilité. Cela renforce la sécurité de la région euro-atlantique et au-delà

102. Les pays de l'OTAN ont pris des engagements fermes en faveur de mesures réalistes et concrètes visant la maîtrise des armements et le désarmement dans le domaine nucléaire. Dans cette optique, l'OTAN et ses pays membres dotés d'armes nucléaires ont pris des mesures unilatérales, ont conclu des accords bilatéraux, ont adopté des MDCS et ont adhéré à toute une série d'accords multilatéraux qui contribuent à la maîtrise des armements et au désarmement. Il convient de noter que tous les gouvernements des pays alliés sont parties au TNP et signataires du Traité d'interdiction complète des essais nucléaires. En revanche, les Etats proliférateurs ont manifesté peu d'intérêt pour des mesures similaires, qu'il s'agisse d'apporter des ajustements à leur propre dispositif ou d'adopter des mesures favorisant la maîtrise des armements et le désarmement. De ce fait, leurs programmes nucléaires ont amoindri - et non pas renforcé - la sécurité et la stabilité dans leurs régions et au-delà. Là encore, malgré des discours qui proclament l'adhésion à un désarmement total, les actes des Etats proliférateurs témoignent d'une toute autre démarche.

5.2. Soutien des membres de l'Alliance au Traité sur la non-prolifération

103. En tant qu'Etats parties au Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires (TNP), tous les Alliés sont attachés aux principes et aux objectifs du TNP et continueront d'adhérer résolument au Traité, qu'ils considèrent comme la pierre angulaire du régime de non-prolifération nucléaire et le fondement essentiel de la poursuite du désarmement nucléaire.

104. Les pays de l'Alliance ont considérablement réduit le nombre d'armes nucléaires et de vecteurs; ils réaffirment leur résolution, en vertu de l'article VI du TNP, à mener de bonne foi des négociations sur des mesures efficaces relatives à la cessation au plus tôt de la course aux armements nucléaires et au désarmement nucléaire, ainsi que sur un traité de désarmement général et complet sous un contrôle international strict et efficace.

105. Les Alliés ont accueilli avec satisfaction les décisions concernant la prorogation du TNP pour une durée indéfinie et les "Principes et objectifs de la non-prolifération et du désarmement nucléaires" adoptés à la Conférence d'examen 1995 du TNP. Ils se sont également félicités des résultats positifs de la Conférence d'examen 2000 du TNP. Les participants à la Conférence sont convenus de l'importance de l'adhésion universelle au TNP et de son respect par tous les pays, et ont réaffirmé l'engagement de tous les Etats parties en faveur du désarmement, du régime de garanties de l'AIEA, et d'une utilisation pacifique de l'énergie nucléaire, conformément au TNP. Les Alliés confirment les engagements qu'ils ont pris à la Conférence d'examen du TNP et contribueront à en faire avancer et à en mettre en œuvre les conclusions.

106. Les Etats membres de l'OTAN appuient l'ensemble des dispositions du Document final de la Conférence d'examen du TNP de mai 2000, y compris toutes les mesures pratiques ci-après pour une action systématique et progressive visant à mettre en œuvre l'article VI du TNP ainsi que les paragraphes 3 et 4(c) de la décision de 1995 concernant les "principes et objectifs de la non-prolifération et du désarmement nucléaires" :

- l'importance et l'urgence de la signature et de la ratification, sans retard ni conditions et conformément aux processus constitutionnels, du Traité d'interdiction complète des essais (CTBT) afin d'en assurer l'entrée en vigueur dans les meilleurs délais;
- un moratoire sur les explosions liées à des essais d'armes nucléaires et sur toute autre explosion nucléaire, en attendant l'entrée en vigueur de ce traité;
- la nécessité de négociations à la Conférence du désarmement sur un Traité non discriminatoire, multilatéral et internationalement et effectivement vérifiable interdisant la production de matières fissiles pour la fabrication d'armes nucléaires ou autres dispositifs explosifs nucléaires conformément au rapport du Coordonnateur spécial pour 1995 et au mandat qui y figure, compte tenu des objectifs en matière de désarmement nucléaire et de non-prolifération nucléaire. La Conférence du désarmement est instamment invitée à adopter un programme de travail qui inclue le commencement immédiat de négociations sur un tel traité en vue de leur conclusion dans un délai de cinq ans;
- la nécessité d'établir à la Conférence du désarmement un organe subsidiaire approprié qui serait mandaté pour s'occuper des questions de désarmement nucléaire. La Conférence du désarmement est instamment invitée à adopter un programme de travail qui inclue l'établissement immédiat d'un tel organe;
- le principe de l'irréversibilité appliquée au désarmement nucléaire, ainsi qu'aux mesures de maîtrise et de réduction des armements dans le domaine nucléaire et dans d'autres domaines connexes;
- l'engagement sans équivoque des Etats dotés d'armes nucléaires de procéder à l'élimination totale de leurs arsenaux nucléaires, en vue de parvenir au désarmement nucléaire, en faveur duquel tous les Etats parties se sont engagés en vertu de l'article VI;
- l'entrée en vigueur prochaine et la mise en œuvre intégrale de START II et la conclusion de START III le plus tôt possible, tout en préservant et en renforçant le Traité ABM, pierre angulaire de la stabilité stratégique et base de nouvelles réductions des armements offensifs stratégiques, conformément à ses dispositions;
- l'achèvement et la mise en œuvre de l'initiative trilatérale des Etats-Unis d'Amérique, de la Fédération de Russie et de l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA);

- des mesures à prendre par tous les Etats dotés d'armes nucléaires pour parvenir au désarmement nucléaire d'une manière qui favorise la stabilité internationale, sur la base du principe consistant dans le maintien d'un même niveau de sécurité pour tous :
 - nouveaux efforts de tous les Etats dotés d'armes nucléaires pour réduire unilatéralement leurs arsenaux nucléaires;
 - transparence accrue de la part des Etats dotés d'armes nucléaires en ce qui concerne les capacités en armes nucléaires et la mise en œuvre d'accords conclus en vertu de l'article VI et en tant que mesure de confiance volontaire à l'appui de nouveaux progrès dans le domaine du désarmement nucléaire;
 - nouvelle réduction des armes nucléaires non stratégiques, sur la base d'initiatives unilatérales et en tant que partie intégrante du processus de réduction des armements et de désarmement nucléaires;
 - mesures concrètes agréées pour réduire encore le statut opérationnel des systèmes d'armes nucléaires;
 - diminution du rôle des armes nucléaires dans les politiques de sécurité afin de réduire au minimum le risque de voir jamais employer ces armes, et de faciliter le processus devant conduire à leur élimination totale;
 - engagement de tous les Etats dotés d'armes nucléaires dès qu'il conviendra, dans le processus conduisant à l'élimination totale de leurs armes nucléaires;
- l'adoption par tous les Etats dotés d'armes nucléaires, dès que possible, de dispositions visant à placer les matières fissiles désignées par chacun d'eux comme n'étant plus requises à des fins militaires sous un régime de vérification internationale approprié (AIEA ou autre), ainsi que de dispositions pour l'utilisation de ces matières à des fins pacifiques, de manière à garantir que ces matières restent en permanence en dehors de programmes militaires;
- la réaffirmation du fait que l'objectif ultime des efforts des Etats dans le cadre du processus de désarmement est un désarmement général et complet sous un contrôle international efficace;
- des rapports réguliers, dans le cadre du processus renforcé d'examen du TNP, de tous les Etats parties sur l'application des dispositions de l'article VI et du paragraphe 4(c) de la décision de 1995 concernant les "principes et objectifs de la non-prolifération et du désarmement nucléaires", et rappel de l'avis consultatif de la Cour internationale de justice du 8 juillet 1996;
- la poursuite du développement des capacités de vérification qui seront nécessaires pour obtenir l'assurance du respect des accords de désarmement nucléaire visant l'instauration et le maintien d'un monde exempt d'armes nucléaires.

5.3. Questions de maîtrise des armements liées à l'espace extra-atmosphérique

107. Les Etats membres de l'Alliance sont d'avis qu'il est particulièrement important pour la communauté internationale de préserver et de protéger les avantages retirés actuellement, du point de vue de l'économie et de la sécurité, de l'utilisation de l'espace extra-atmosphérique, tout en évitant de susciter à terme une nouvelle et redoutable concurrence sur le plan militaire. Il existe déjà un certain nombre d'accords visant à limiter l'utilisation de l'espace extra-atmosphérique aux seules fins pacifiques et à encadrer les utilisations militaires légitimes de cet espace. Les pays de l'Alliance partagent un intérêt spécifique pour les domaines ci-après, en faveur desquels ils ont déjà exprimé leur appui :

- travaux du Comité des utilisations pacifiques de l'espace extra-atmosphérique (COPUOS), relevant des Nations Unies;
- établissement, dans le cadre de la Conférence du désarmement (CD), d'un organe subsidiaire chargé d'examiner les questions ayant trait à l'espace extra-atmosphérique, dans le contexte d'un programme de travail pour la Conférence.

5.4. Renforcement de la confiance par des consultations avec les Partenaires et les pays participant au Dialogue

108. Le dialogue de l'OTAN avec ses partenaires joue un rôle spécifique dans les efforts globaux faits par l'Alliance pour promouvoir un processus de maîtrise des armements et de désarmement plus large, plus complet et plus vérifiable, ainsi que dans la poursuite de ses objectifs de non-prolifération.

109. L'OTAN reconnaît que la confiance est une condition nécessaire de l'irréversibilité d'un processus de désarmement et du succès des efforts de non-prolifération, et qu'elle ne peut être établie que par l'ouverture et la transparence. L'Alliance a adopté une approche globale pour favoriser une ouverture et une transparence plus grandes à l'égard des questions liées à la prolifération, notamment par des consultations avec les Partenaires sur notre aptitude à opérer ensemble face à la menace d'un recours aux ADM.

5.4.1. Consultations avec la Russie

110. Le Conseil conjoint permanent OTAN-Russie (CCP) a été créé en vertu de l'Acte fondateur OTAN-Russie, signé en mai 1997. L'Acte fondateur prévoit que le CCP se réunira périodiquement au niveau des ambassadeurs et deux fois par an au niveau des ministres des affaires étrangères. Le CCP doit constituer un forum de consultation, de coopération et de recherche d'un consensus dans les débats sur des questions politiques et de sécurité. A cet égard, il a été convenu que les Etats membres de l'OTAN et la Russie se réuniraient, au niveau des experts, pour examiner les activités politiques et militaires de lutte contre la prolifération des armes nucléaires, biologiques et chimiques et de leurs vecteurs, et aussi des risques présents. Il a également été convenu que des consultations se tiendraient entre experts sur des questions liées à la défense, notamment sur l'information concernant les perceptions de la menace, sur la mise au point d'une terminologie commune pour les questions relatives à la prolifération des ADM, et sur les réponses en matière de défense aux menaces liées à la prolifération des ADM.

111. Les consultations sur la prolifération menées à ce jour au niveau des experts par l'OTAN et la Russie ont mené à des discussions très productives sur les questions de défense liées à la prolifération, ainsi qu'à des consultations plus approfondies sur des risques de prolifération spécifiques. Un programme de travail pour des consultations à plus long terme est en cours d'élaboration avec la Russie. Il est prévu qu'il portera sur des questions clés relatives aux armes nucléaires, biologiques et chimiques et aux vecteurs.

5.4.2. Consultations avec l'Ukraine

112. La Commission OTAN-Ukraine a été créée en vertu de la Charte de partenariat spécifique entre l'Organisation du Traité de l'Atlantique Nord et l'Ukraine, signée en juillet 1997. La Commission se réunit au moins deux fois par an pour examiner les progrès de la relation instaurée entre l'OTAN et l'Ukraine. Les consultations avec l'Ukraine sur la prolifération ont pris la forme notamment d'un échange de vues général sur les risques, le rôle et l'efficacité des régimes multinationaux et sur les questions relatives à l'aide possible pour le contrôle des exportations. L'Ukraine a mis l'accent sur sa contribution aux activités mondiales liées à la non-prolifération : après son accession à l'indépendance, l'Ukraine a adhéré au Traité de non-prolifération en 1994, renonçant à la possession d'armes nucléaires; elle a ratifié le CTBT en novembre 2000; l'Ukraine est également active dans des forums internationaux engagés dans la non-prolifération, et notamment dans l'Equipe spéciale sur l'Asie du Sud. D'autres consultations avec l'Ukraine sont en cours de planification.

* * *

113. Le dialogue engagé par l'Alliance avec la Russie et l'Ukraine sur les questions liées à la prolifération sont des contributions concrètes à ce qui constitue l'objectif général, l'instauration de MDCS. L'Alliance s'attache à améliorer et à approfondir, sur la base de la réciprocité, le large dialogue établi avec la Russie dans le cadre de l'Acte fondateur OTAN-Russie. En outre, l'Alliance poursuivra son large dialogue avec l'Ukraine sur des questions liées à la prolifération des ADM, notamment par des consultations sur des questions de défense en vue de promouvoir une coopération accrue conduisant, à terme, à l'interopérabilité dans les activités de défense contre les risques que représentent les ADM. Il est recommandé que ces consultations soient poursuivies et améliorées.

5.4.3. Consultations avec les pays du CPEA et avec les pays participant au Dialogue méditerranéen

114. Les Alliés reconnaissent l'importance de consultations sur des questions liées à la prolifération des ADM à un stade approprié avec d'autres Partenaires du Conseil de partenariat euro-atlantique (CPEA) et avec des pays participant au Dialogue méditerranéen, conformément à l'Initiative sur les armes de destruction massive lancée à l'occasion du Sommet de Washington. Il est recommandé que l'Alliance s'attache à définir la nature et l'étendue des consultations avec les Partenaires du CPEA et les pays du Dialogue méditerranéen et qu'elle engage de telles consultations en vue de développer la communauté de vues et le partage d'informations sur les questions liées à la prolifération. Ces consultations représentent une contribution utile aux activités destinées à renforcer la confiance.

5.5. Informations sur les activités d'autres organismes internationaux engagés dans des activités liées à la non-prolifération

115. Dans le cadre de leur approche globale de la sécurité, les Etats membres de l'OTAN soutiennent activement la maîtrise des armements et le désarmement, ainsi que les efforts de non-prolifération dans le domaine des armes de destruction massive et de leurs vecteurs. L'Alliance a entrepris dans ce domaine des activités qui viennent compléter celles d'autres organisations internationales tout en veillant à ce qu'elles ne fassent pas double emploi avec ces dernières. L'Initiative de l'Alliance sur les ADM a notamment pour objet de susciter à l'OTAN un débat plus vif, plus structuré, qui amène les Alliés à avoir une perception commune plus forte des questions ADM et de la manière d'y faire face. A cet égard, une bonne compréhension des objectifs et des activités d'autres organisations internationales engagées dans la maîtrise des armements, le désarmement et la non-prolifération ne pourrait qu'enrichir un tel débat. Il est donc très important d'imprimer un nouvel élan à la circulation des informations entre l'OTAN et les organismes internationaux compétents dans ce domaine.

5.6. Maîtrise des armements conventionnels

5.6.1. Le processus concernant les FCE

116. Le processus concernant les FCE, entamé en 1990, a permis de réduire fortement les dotations en armements et équipements conventionnels des Etats parties au Traité et d'établir entre eux un nouveau mode de relations en matière de sécurité. Cependant, il y a continuellement des problèmes d'application, que nous devons traiter au moment où nous nous rapprochons de la prochaine Conférence d'examen du Traité FCE, en 2001. L'Accord d'adaptation du Traité sur les forces conventionnelles en Europe (FCE), signé le 19 novembre 1999 au Sommet de l'OSCE à Istanbul, garantira que le Traité FCE conservera son rôle en tant que pierre angulaire de la sécurité et de la stabilité européennes. L'aboutissement de ces négociations est une contribution majeure au processus global de renforcement de la sécurité et de la stabilité en Europe. Il montre aussi l'attachement commun des Alliés aux relations de coopération en matière de sécurité.

117. Préserver l'efficacité et la crédibilité du Traité FCE constituera également une contribution importante au processus global de renforcement de la maîtrise des armements. A cet égard, les ministres des pays de l'OTAN ont déclaré à Florence que l'Alliance préconise l'entrée en vigueur dans les meilleurs délais mais que cela ne peut s'envisager que si tous les Etats parties respectent les niveaux d'armements et d'équipements agréés dans le Traité, conformément aux engagements souscrits dans l'Acte final FCE. Nous souhaitons que la Russie concrétise rapidement les engagements qu'elle a pris de réduire et de retirer ses forces de Moldova et de Géorgie". Mais nous demeurons préoccupés par le fait que la Russie continue de maintenir des niveaux d'équipements limités par le Traité qui sont élevés par rapport aux limites prévues à l'article V du Traité ("flancs"). Ces niveaux doivent être alignés sur ceux que prévoit le Traité conformément aux règles et procédures de comptage agréées. C'est sur cette base que les Alliés continueront d'œuvrer à l'entrée en vigueur du Traité adapté. En attendant l'achèvement de ce processus, il sera primordial de continuer d'appliquer pleinement le Traité et ses documents connexes.

118. Les pays de l'OTAN se sont attelés à des tâches liées à la mise en œuvre du Traité FCE adapté. Ces travaux seront consacrés notamment au développement et/ou à l'actualisation de procédures de coordination entre Alliés pour la mise en application du Traité FCE adapté et à l'examen de procédures d'intensification de la coopération avec les Partenaires signataires du Traité FCE.

119. Les dispositions du Traité FCE adapté relatives à l'accession permettent d'augmenter le nombre d'Etats parties et d'étendre le mode FCE de nouvelles relations de sécurité fondées sur la coopération pacifique au-delà des 30 Etats parties actuels. Conformément à ces dispositions, l'addition au cas par cas de nouveaux Etats au Traité FCE adapté peut contribuer à la transparence, à la prévisibilité et à la stabilité dans la région euro-atlantique.

120. L'Alliance considère la maîtrise des armements conventionnels à la fois comme un instrument important de prévention des conflits et comme une partie intégrante de la réponse aux crises. Il est peut-être possible de mentionner spécifiquement les dispositions relatives à la maîtrise des armements dans les documents de planification de l'Alliance sur la gestion des crises.

5.6.2. Voie à suivre concernant la maîtrise des armements conventionnels

121. La négociation relative au Document de Vienne 1999 a montré que le Document actuel fixe déjà des critères de base ambitieux pour de nouvelles MDCS paneuropéennes. Les Alliés estiment qu'à l'avenir, ce sont vraisemblablement les questions régionales et sous-régionales qui constitueront les défis dans le domaine de la maîtrise des armements conventionnels et des MDCS.

122. Un régime complet de maîtrise des armements conventionnels a été mis en place dans la région euro-atlantique. Il peut servir d'exemple pour d'autres régions du monde. Dans ce contexte, les Alliés et l'Alliance auront toujours des compétences à offrir et une contribution à apporter aux débats sur les accords régionaux.

123. Il pourrait être possible d'encourager, dans les instances appropriées, des discussions sur des mesures de stabilisation applicables dans certaines zones de tension.

124. Lors de l'entrée en vigueur du Traité FCE adapté, des Etats membres de l'OSCE dont le territoire est situé entre l'océan Atlantique et les montagnes de l'Oural pourraient demander à accéder au Traité adapté, ce qui serait une contribution supplémentaire importante à la stabilité et à la sécurité en Europe. L'Alliance se réjouit que le Traité adapté permette l'accession de nouveaux Etats parties et se tient prête à fournir aux pays candidats des informations pertinentes sur les droits et les responsabilités des Etats parties.

125. L'Alliance continuera, lorsque l'occasion se présentera, d'engager le débat avec la Russie, l'Ukraine et d'autres Partenaires du CPEA sur des questions relatives à la maîtrise des armements conventionnels.

5.7. Contribution de l'OTAN et du CPEA dans le domaine des armes légères et de petit calibre

126. L'OTAN et les Nations Unies, l'UE, l'OSCE et d'autres organisations internationales ont commencé à prendre un certain nombre d'initiatives à l'échelle mondiale, régionale et locale. Les membres de l'Alliance ont entamé un dialogue avec leurs Partenaires du CPEA sur les mesures concrètes qui pourraient être prises pour faire face au défi posé par les armes légères. Le Groupe de travail ad hoc du CPEA sur les armes légères et de petit calibre a étudié les questions de la gestion et de la sécurité des stocks, des mesures de contrôle des exportations au niveau national et de leur mise en application, ainsi que de la collecte et de la destruction des armes dans le contexte d'opérations de maintien de la paix. Certains Alliés et partenaires ont parrainé ensemble des séminaires et des ateliers traitant plusieurs de ces questions. Les pays de l'OTAN et les pays partenaires ont, notamment par l'intermédiaire de la SFOR et de la KFOR, joué un rôle important dans le contrôle, la saisie et la destruction d'armes légères dans les Balkans, et ils continueront de le faire. Il est recommandé que les membres de l'OTAN tirent parti de la coopération fructueuse qui s'est instaurée au sein du CPEA et recherchent d'autres moyens de faire face au défi posé par les armes légères et de petit calibre. Dans ce contexte, les membres de l'Alliance attendent avec intérêt la conférence qui sera organisée en 2001 par les Nations Unies sur tous les aspects du commerce illicite des armes légères et de petit calibre, à laquelle ils participeront activement.

5.8. L'OTAN et les mines antipersonnel

127. Les mines terrestres peuvent causer des pertes disproportionnées parmi la population civile en période de conflit, freiner la reconstruction, en particulier dans les zones rurales, pendant la période postérieure au conflit, et faire courir un risque important aux forces de l'OTAN lors d'opérations de soutien de la paix. Les pays de l'OTAN ont démontré leur détermination à s'attaquer à ce fléau.

128. L'OTAN s'occupe activement des questions liées aux mines terrestres dans le cadre des travaux du Groupe de travail ad hoc du CPEA sur l'action humanitaire globale de lutte contre les mines et dans le cadre du Programme de travail du Partenariat pour la paix (PPP). On peut citer, parmi les initiatives prises, la création d'un fonds d'affectation spécial du PPP pour la destruction des mines terrestres antipersonnel et l'organisation de plusieurs séminaires et ateliers.

129. Des unités de pays OTAN et non OTAN engagées dans des opérations de soutien de la paix en Bosnie-Herzégovine (SFOR) et au Kosovo (KFOR) effectuent quotidiennement des tâches opérationnelles d'élimination de mines à l'appui d'opérations militaires, dans le but d'assurer leur propre sécurité et de garantir la liberté de mouvement et l'accomplissement des missions qui leur ont été confiées.

130. Le déminage selon les normes humanitaires, qui offre la garantie que les mines ont été presque totalement éliminés d'une zone (à plus de 99%) est mené sous la responsabilité du Service d'action antimines de l'ONU (UNMAS). Toutefois, l'IFOR/la SFOR, et plus récemment la KFOR, ont apporté et continuent d'apporter une aide à des organisations internationales, non gouvernementales et locales dans le cadre d'efforts de déminage humanitaire en Bosnie-Herzégovine et au Kosovo.

6. Abréviations

ABM	Systèmes antimissiles balistiques
ADM	Armes de destruction massive
AG	Groupe Australie
AIEA	Agence internationale de l'énergie atomique
BCW	Armes biologiques et chimiques
CCP	Conseil conjoint permanent
CD	Conférence du désarmement
COPUOS	Comité des utilisations pacifiques de l'espace extra-atmosphérique
CPEA	Conseil de partenariat euro-atlantique
CTBT	Traité d'interdiction complète des essais nucléaires
CWC	Convention sur les armes nucléaires
DCA	Avion à double capacité
DGP	Groupe "défense" de haut niveau sur la prolifération
FCE	Forces armées conventionnelles en Europe
FMCT	Traité d'arrêt de la production de matières fissiles
HEU	Uranium hautement enrichi
HLTF	Groupe de travail de haut niveau
INF	Forces nucléaires intermédiaires
JCP	Comité mixte sur la non-prolifération
KFOR	Force de paix au Kosovo
MDCS	Mesures de confiance et de sécurité
MTCR	Régime de contrôle de la technologie des missiles
NPTREC	Conférence d'examen et de reconduction du TNP
NSA	Garanties de sécurité négatives
OPCW	Organisation pour l'interdiction des armes chimiques
OSCE	Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe
PNI	Initiative nucléaire présidentielle
SALW	Armes légères et de petit calibre
SFOR	Force de stabilisation
SGP	Groupe politico-militaire de haut niveau sur la prolifération
SSBN	Sous-marin nucléaire lanceur de missiles balistiques
START	Traité sur la réduction des armements stratégiques
TLE	Equipement(s) limité(s) par le Traité
TMD	Défense contre les missiles de théâtre
TNP	Traité de non-prolifération
UAV	Véhicule aérien sans pilote
UNMAS	Service d'action antimines des Nations
VCC	Comité de coordination de la vérification